

Comment les NTIC sont elles compatibles avec l'économie informelle en Afrique ?

Annie Chéneau-Loquay *

La véritable démocratie, c'est l'ordinateur et l'Afrique ne demande qu'une chose, c'est d'être à la table de la société de l'information, comme tout le monde. En refusant au continent africain la sous-éducation, la sous-santé et toutes ces tares qui semblent vouloir l'habiter éternellement j'exhorte les uns et les autres à combler le gap dans tous les domaines

Abdoulaye Wade

Résumé :

En Afrique, les activités formelles et informelles sont inter-reliées et la dualité entre les zones urbaines, connectées à des réseaux matériels modernes et les zones rurales isolées et dépendantes des énergies locales renouvelables est un obstacle fondamental pour le développement. Ce contexte est-il un atout ou un handicap pour l'insertion des NTIC ? Tandis que la libéralisation des économies semble favoriser les nouvelles technologies, la dématérialisation de ces systèmes sans fil peut être un avantage particulier. La vraie révolution de la communication est le téléphone mobile mais Internet présente des affinités avec les réseaux sociaux ceux en particulier sur lesquels sont basés les grands courants commerciaux africains. L'usage d'Internet (courriel d'abord) et du téléphone mobile a des effets à la fois d'extraversion et de recentrage.

Mots clés : Afrique -télécommunications- NTIC - Internet – secteur informel- commerce – réseaux sociaux - relations Etat/territoire -

Abstract :

In Africa, formal and informal activities are interlinked and the duality between urban areas, connected up to modern networks and rural areas which are completely remote, depending on local energy, on man and his environment is a fundamental obstacle to development. Is this global context an asset, or a handicap for the establishment of NICT ? While the liberalization of economies would seem to favour new technologies, the dematerialisation of wireless technology may be of particular advantage in Africa. The true revolution is Cellular phones but the Internet fits with tradesmen social networks. The use of Internet and Cellular phone produce both outgoing and ingoing effect .

Key words : Africa -telecommunications-ICT-internet-privatization-State/territories relations.

Le raccourci paradoxal en exergue du Président sénégalais, est révélateur à la fois de l'utopie portée par cette nouvelle technologie qu'est l'ordinateur mais aussi de la situation problématique du continent Africain. Or, si la question de la « fracture numérique » fût au centre des débats préparatoires du Sommet mondial de la société de l'information (SMSI), un catalogue de recommandations si diversifiées soient-elles et un dit « plan d'action », autre catalogue (à la Prévert) sur ce qu'il faudrait faire pour réduire cette fracture, n'apprennent rien ni sur ses causes, ni sur ses manifestations. Par contre, ils reflètent clairement les rapports de force actuels autour d'une montée en puissance du secteur privé et de son pendant la « société civile » au détriment de l'Etat ainsi que la domination sans partage de l'idéologie libérale.

Le concept de « société de l'information » traduit la vision dominante d'une société post industrielle où l'information et le savoir deviennent les forces motrices de la croissance à la place du travail et du capital. Cette société devrait accroître la qualité de la vie, stimuler la participation politique, promouvoir la cohésion sociale et l'égalité ce qui exprime la pérennité d'une vision linéaire du progrès qui continue à « faire comme si » le « rattrapage » était possible, « comme si » les « nouvelles technologies de l'information et de la communication » (NTIC) étaient le sésame pour le bienheureux « développement » et la participation à la « mondialisation ». Il s'agit là d'un discours porté essentiellement par les organismes internationaux de l'ONU mais qui émane - ou qui est sous influence - des milieux du secteur privé qui construisent les réseaux mondiaux. Elle reflète une hégémonie intellectuelle des élites du Nord par rapport à ceux qui doivent apprendre et agir selon les directives élaborées pour eux et qui sont avant tout considérés comme des « pauvres »¹.

Nous présentons ici des éléments de réflexion sur la question de la compatibilité entre les usages des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et le fonctionnement concret de la forme d'économie dominante en Afrique de l'Ouest, « l'économie populaire »². Cette question met l'accent sur les processus en jeu dans le tissu social au travers d'études réalisées au Sénégal, au Mali, en Côte d'Ivoire en Guinée et au Burkina Faso, dans le cadre de notre programme de recherche sur les modes d'insertion, les usages et impacts des NTIC en Afrique de l'Ouest³.

I - Rappel de la problématique

I - 1. Interconnexion des réseaux techniques au nord

Dans les pays industrialisés, au Nord, l'encadrement du territoire par des réseaux de plus en plus variés et denses va de pair avec l'informatisation des différentes activités sociales dont l'expression la plus récente est l'encartement proliférant des individus. Les "grands systèmes

- Directrice de recherche au CNRS, responsable du programme AFRICA'NTI, l'Observatoire de l'insertion et des usages des technologies de la communication en Afrique, Centre d'études d'Afrique noire de l'Institut d'Etudes politiques de Bordeaux, (voir <http://www.africanti.org>).

- Article paru dans : *Annuaire Français de Relations Internationales 2004, Volume V*. Paris, éditions La Documentation française et Bruylant. P 345-375.

¹ Sur cette analyse du discours voir Annie Chéneau-Loquay / Raphael Ntambue « La Coopération à l'assaut de l'Afrique » p 45-77 de l'ouvrage *Société de l'information et coopération internationale : development.com*, l'annuaire suisse de politique de développement 2003, publié par l'IUED (Institut universitaire d'études du développement, Genève), décembre 2003 et le Cd rom et site qui l'accompagnent www.iued-wsis.org.

² Selon le terme de l'ONG ENDA Tiers Monde (voir <http://www.enda.sn>)

³ Dans le cadre de notre programme de recherche AFRICA'NTI. Ce texte vient compléter un autre article centré sur les modes d'accès et leurs différenciations territoriales « Quelle insertion d'Internet en Afrique de l'Ouest ? Jeux et enjeux pour le développement local », in *Perspectives locales de la mondialisation, les TIC vues d'Afrique, ouvrage collectif*, Annie Chéneau-Loquay (dir), MSHA/Karthala, Paris, à paraître en 2004.

techniques"⁴ qui insèrent la planète dans un maillage de plus en plus serré, liaisons routières, aériennes, télécommunications, satellites, réseaux électriques, électroniques, financiers, forment système, ils ne fonctionnent correctement qu'en inter-connexion, en synergie. Internet exprime à l'extrême ce rôle de la connectivité. Cette situation est le résultat d'une histoire de plusieurs siècles où l'Etat a accentué son emprise sur les territoires et sur les sociétés.

Les différents réseaux auxquels nous sommes connectés dans les pays industrialisés possèdent, entre eux, une certaine forme de complémentarité et de connivence.

Cette complémentarité peut être matérielle : la mise en place et l'entretien de réseaux téléphoniques et électriques utilise largement les réseaux routiers.

La connivence peut être également de nature fonctionnelle ; par exemple grâce à l'utilisation du réseau postal et du réseau bancaire comme moyen d'acquitter un dû correspondant aux consommations de gaz et d'électricité. Mais les relations de dépendance entre les réseaux sont bien plus profondes encore. Elles sont intrinsèques à l'existence d'un droit, de contrats collectifs qui reposent sur l'identification des individus et des biens et donc d'un état de droit (du moins économique) qui permet une structuration de l'espace. Le règle procède du droit, c'est parce qu'il existe des points de mesure permettant à des individus identifiés, usagers de ces services, soit d'acquitter directement leurs dus soit d'accepter les prélèvements postérieurs ou fiscaux, que ces grands systèmes interconnectés peuvent fonctionner. L'État dispensateur ou au moins décideur des infrastructures, est créateur d'un territoire qu'il gère et contrôle. La présence des réseaux sociotechniques exprime le fonctionnement du territoire comme un tout organique.⁵

Nous oublions la vulnérabilité potentielle de ces systèmes qui les fragilise ; nos modes de vie sont inconcevables sans électricité. La coupure sur le mode de la grève avec ses effets en chaîne est utilisée pour faire pression sur un gouvernement. Le piratage des systèmes informatiques est redouté ; peut-on seulement imaginer les effets d'une attaque terroriste à certains points névralgiques comme les centrales électriques⁶.

Si les systèmes informatisés donnent potentiellement à un État davantage de moyens pour cadrer et contrôler le corps social, ils sont aussi générateurs de l'éviction de ceux qui, économiquement défavorisés, sont rejetés de ces modes de consommation à base d'enregistrement. Dans les

⁴ Sur les notions de réseaux, de "grands systèmes techniques", de "macro systèmes techniques" voir les travaux du Groupement de Recherche 903, Réseaux du CNRS en particulier les actes du colloque « technologies du territoire », Paris- 25et 26 septembre 1995 et l'ouvrage de synthèse de Denise Pumain et de Jean Marc Offner, *Réseaux et Territoire*, Editions de l'Aube Territoire, Paris 1996. Voir aussi du point de vue sociologique Alain Gras, *Grandeur et dépendance, sociologie des macro-systèmes techniques*, PUF, Sociologie d'aujourd'hui, Paris, 1993.

⁵En corollaire, peu d'activités humaines au Nord échappent de nos jours à un enregistrement devenu électronique ; à la carte d'identité et au permis de conduire se sont ajoutées les cartes bancaires, de crédit, de fidélité, carte professionnelle, carte de restaurant, de lecteur etc., qui facilitent le fonctionnement de l'économie moderne mais qui donnent à un État la possibilité technique de contrôler le corps social. A l'échelle mondiale, l'accent mis par le gouvernement des États Unis sur les autoroutes de l'information n'est pas innocent, il manifeste sa volonté de puissance et d'hégémonie. Voir le discours du vice président des États Unis Al GORE sur une infrastructure globale de l'information à l'Union internationale des télécommunications, Buenos Aires, 21 mars 1994.

⁶ Paul Virillo, *Cybermonde, la politique du pire*, éditions Textuel, Paris 1996, 112 pages.

Paul Virillo, toujours sceptique sur les bienfaits des nouvelles technologies, envisage " l'accident intégral ", qui, en raison même de la mise en réseau de l'ensemble de la planète, peut survenir au même moment partout : la panne générale de tous les ordinateurs, le krach boursier total. Cet accident qui finira par se produire, selon l'auteur, devrait nous conduire, une fois encore, à méditer sur les dégâts du progrès technologique mal maîtrisé.

« Suds »⁷ des pays du nord, les processus de marginalisation sociale puis d'exclusion signifient la non-appartenance à ces réseaux ; perte d'emploi, refus de la carte bancaire, coupure d'électricité, jusqu'à la perte de domicile pour un individu ; ils se traduisent par la création de zones de non droit pour le territoire.

Partons du constat que la réussite, en Occident, du modèle de la modernisation a montré qu'il existait une forte interrelation entre le développement des réseaux techniques qui irriguent les territoires et la promotion de formes enregistrées de l'économie par l'État quand il gère et contrôle son espace. On entend par-là que le système technico-économique diffusé par le modèle occidental est par définition formel, c'est à dire soumis à des réglementations, des prélèvements, des formules de dénombrement et des codes régissant la situation des personnes, des biens et des activités économiques (recensements, inventaires statistiques) dont l'État est le garant. L'État le droit et les grands systèmes techniques ont été jusqu'à nos jours intimement liés; ces relations ont été le support de la diffusion de la modernisation au niveau mondial.⁸

I - 2. Carences des réseaux techniques, puissance des réseaux sociaux au Sud

Alors que l'informatisation qui traduit l'emprise croissante des réseaux interconnectés sur les individus et sur les territoires se développe dans les univers des Nord, aux marges du système économique mondial dominant, dans les interstices du maillage, particulièrement en Afrique, les réseaux qui structurent les territoires sont le plus souvent discontinus mal contrôlés et mal entretenus ; activités formelles et informelles s'imbriquent et les processus « d'informalisation » ont tendance à se développer plus rapidement que l'utilisation de l'informatique.

Pour comprendre ces processus différents de territorialisation, l'approche historique est nécessaire. En Afrique, le pouvoir colonial a cherché à projeter matériellement sur le territoire et sur la société la même vision d'un monde homogène. Pour l'administration coloniale un espace, même utilisé depuis des générations par les populations autochtones, n'existait pas en soi. Elle n'en tenait pas compte. C'était un espace en projet qu'il fallait aménager : fixer la propriété, introduire des techniques modernes, construire des routes et des ponts devaient assurer le progrès et la paix sociale, et produire en fait un nouvel espace. Les frontières, les réseaux de poste, la grille administrative furent les instruments territoriaux du pouvoir. Il fallait homogénéiser le territoire et les hommes afin de gommer les particularismes locaux. Jacques Richard Molard, premier géographe en poste à l'Institut Français d'Afrique Noire, a souligné le rôle essentiel des infrastructures, des équipements et des réglementations pour introduire de nouveaux besoins, et intégrer les hommes dans un nouvel environnement spatial et mental. Il s'agit explicitement de bouleverser complètement l'échelle des valeurs traditionnelles selon lesquelles l'homme est avant

⁷Les zones pauvres et marginalisées des pays développés, en référence au terme relations nord-sud qui assimile les pays développés aux pays de l'hémisphère nord et les pays en voie de développement aux pays de l'hémisphère sud. Le pluriel fait mention de la diversité des situations dans les PVD.

⁸Tocqueville le premier, dans *La démocratie en Amérique*, a souligné comment, grâce à un mélange de codes juridiques, à la construction de réseaux techniques, à la nationalisation des ressources minières, l'Etat avait accentué son emprise sur le territoire et sur les individus. En même temps que se développait l'économie capitaliste, l'idée d'universalité et d'homogénéité territoriale était associée à celle de droits de l'homme. Il ne s'agissait pas seulement de mettre en place des infrastructures mais d'un processus beaucoup plus complexe qui impliquait un développement cohérent d'appareils à la fois techniques et institutionnels

tout un être clanique, indétachable d'une autorité et d'un groupe et d'en faire un individu "moderne libre et indépendant"⁹.

Dans les pays du Nord, ce schéma d'un territoire solidifié par les réseaux s'est maintenu et développé jusqu'à une interconnexion internationale, expression de la mondialisation, alors qu'en Afrique le processus de territorialisation à partir de réseaux matériels s'est rapidement et généralement délité¹⁰. Depuis les années 1970, l'intervention des Etats en matière d'encadrement social ou d'aménagement territorial s'est trouvée confrontée à la pression contradictoire de l'augmentation considérable des besoins de la société et de l'importante diminution des capacités financières du secteur public. D'une part, le maintien d'une croissance démographique forte ne cesse de multiplier les besoins sociaux, en termes d'encadrement sanitaire, de scolarisation et de formation professionnelle, de logement, de disponibilité en fluides, d'offre de transport et de communication ; d'autre part, et en même temps, les ressources disponibles ou mobilisables pour y faire face se sont réduites considérablement, dans le contexte conjoncturel difficile commun à de nombreux PED, et sous le signe idéologique d'une incitation libérale à la réduction de l'appareil d'Etat et de ses domaines d'intervention. La raréfaction des ressources budgétaires des Etats est ainsi devenue la contrainte politique majeure de la gouvernance des sociétés.

Dans la quasi-totalité des pays africains, les bases d'une économie formelle, c'est-à-dire les processus d'enregistrement des personnes et des biens, ne sont pas efficaces et complets. Or, si l'état civil dans un pays est incomplet et que l'on ne puisse pas identifier les individus et donc faire payer les services et les impôts, quand des entreprises ne sont pas répertoriées, les mesures des productions et consommations pas relevées, les fraudes sont facilitées. Quand un État est incapable de prélever sur la production et la circulation des marchandises, il devient structurellement incapable de payer régulièrement ses fonctionnaires, et d'entretenir les équipements existants (routes, télécommunications, réseaux divers), qui permettent aux habitants d'être reliés entre eux et au système monde et de créer des infrastructures rendues nécessaires par la croissance démographique (éducation, santé, assainissement). Il s'ensuit une dégradation progressive des services collectifs. Les perturbations et dysfonctionnement sur les différents réseaux se cumulent ce qui produit, sur le moyen terme, un fonctionnement aléatoire de beaucoup d'entre eux. Les branchements pirates, disparition des débiteurs, défauts d'approvisionnement en pièces détachées ou en combustibles, pannes multiples, sont le lot quotidien des habitants d'Afrique qui vivent dans les espaces urbains ou périurbains, raccordés aux réseaux modernes, routes bitumées, lignes électriques et téléphoniques alors que les ruraux, eux, à l'écart de tout système connecté circulent sur de mauvaises pistes et pratiquent des activités tributaires des énergies locales, celle des hommes et de la biomasse.

Les territoires africains se caractérisent donc par la dualité, l'hétérogénéité ; espaces en réseaux et espaces hors réseaux coexistent et les inégalités spatiales reflètent la faiblesse de l'Etat et de profondes inégalités sociales. Partout c'est donc une grande partie, voire une majorité, de la

⁹Jacques Richard-Molard, *Problèmes humains en Afrique Occidentale*, Seconde édition revue et complétée de l'hommage à l'auteur, textes réunis par P. Pelissier, Présence Africaine, Paris 1958. 175, p 365.

¹⁰L'échec de la création de l'Etat de droit tient à des causes liées à la politique coloniale, à la manière dont le modèle a été appliqué; inégalités entre les personnes, diachronie entre construction territoriale et évolution sociale, économie de prélèvement extravertie sans implication générale des populations d'où une incapacité des nouveaux dirigeants à financer les institutions et la modernisation tandis que le secteur privé national est embryonnaire. Voir Annie Chéneau-Loquay, « Les relations entre l'Etat le droit et les réseaux sont elles indispensables dans le processus de modernisation », *Terminal*. 2001.

population qui vit en dehors des règles du droit économique et de l'emprise des réseaux matériels.

Entre 60 à 80% des économies des pays africains relèveraient aujourd'hui du secteur non ou peu enregistré, l'immense « secteur informel » qui se confond avec « l'économie populaire » selon le terme de l'ONG 'ENDA Tiers Monde. Tous les secteurs économiques sont concernés et on peut le caractériser par une grande diversité des acteurs, du micro entrepreneur de l'économie populaire urbaine aux grands hommes d'affaires qui parcourent la planète entre les différentes diasporas. Selon Malick Diagne, une nouvelle mentalité qui a remplacé celle du col blanc, l'esprit "moodu moodu" domine au Sénégal ; celle du *self made man*, souvent adepte de la confrérie Mouride qui associe religion, *business* et mobilité¹¹.

D'une manière générale en Afrique de l'Ouest, les formes d'organisation sociale urbaines se structurent autour de multiples réseaux sociaux. L'appartenance à ceux-ci détermine encore très largement la place d'un individu dans la société. La richesse se mesure à l'étendue des relations sociales qui donne la capacité de mobiliser des fonds rapidement. Un jeune entrepreneur de Dakar a ainsi pu mobiliser en moins d'une heure un million cinq cent mille francs CFA pour partir en voyage d'affaires sans signer le moindre papier. L'argent est au centre des préoccupations, il circule très rapidement, alimente des chaînes de solidarités de dons et de contre-dons, on maintient ainsi le lien social mais sans effacer la dette. La déficience des réseaux techniques va ainsi de pair avec la puissance des réseaux sociaux.

Face à cette situation de fait on peut considérer deux points de vue à propos du "développement" :

-une vision négative de l'Afrique, le faible PNB, les dettes croissantes, le rôle marginal dans les échanges mondiaux, la tendance au développement de l'anomie.

-une autre conception plus positive des territoires africains, celui d'un espace vécu, agi par les populations, un espace souple avec une vie de relation intense, où les frontières sont des ressources, et où fonctionne une véritable intégration régionale au quotidien.

Dans cette dernière optique, cette exclusion de l'univers de la légalité aurait des aspects positifs en permettant d'échapper à l'emprise d'États trop souvent prédateurs sans empêcher, bien au contraire, un dynamisme relatif des activités fondées ici bien davantage sur les réseaux sociaux que sur des politiques publiques d'aménagement du territoire. C'est la vision "par le bas"¹². De nombreux travaux¹³ montrent la créativité des acteurs aptes à utiliser à la fois les moyens modernes et archaïques de l'économie et du politique pour arriver à leurs fins. L'Afrique est considérée comme un espace où les hommes de "l'interface", commerçants transporteurs,

¹¹ Malick Ndiaye, *Les Moodu Moodu ou l'ethos du développement au Sénégal*, Presses universitaires, Dakar 1998, 460 pages.

¹² Depuis le début de la décennie 1990, avec les textes fondateurs d'une approche du "politique par le bas" réunis par Jean François Bayart (dir), *La réinvention du capitalisme, Les trajectoires du politique.*, Karthala, Paris 1994. Voir l'article bilan de François Constantin, "L'informel internationalisé ou la subversion de la territorialité" qui fait le point sur "les outils de l'analyse politique" pour explorer les modalités des transactions produites par le télescopage de dynamiques novatrices que ce soit dans l'informel des économistes, la transnationalité des internationalistes et les réseaux de différentes disciplines des sciences sociales. Voir aussi Badie, Latouche, Retaille, Hibou 1996.

¹³ Une tendance importante de la recherche en géographie et en économie est de s'intéresser aux phénomènes de la circulation et des échanges plutôt qu'à ceux de la production (aujourd'hui repris par les agro économistes) et à le faire sous l'angle privilégié des jeux et des enjeux entre acteurs différents. Voir Lambert Et Egg à l'IRAM, Labazee Gregoire, ORSTOM, Leplaideur, Pujoo, CIRAD.

migrants qui animent de puissants réseaux économiques et sociaux transfrontaliers et souvent illégaux jouent un rôle déterminant.

Ainsi si l'on considère l'intensité et la diversité de la vie de relation et les nouvelles possibilités induites par la libéralisation des économies, on peut penser que les pays africains seraient particulièrement aptes à intégrer les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Si, par contre, il s'avère que la modernisation est intrinsèquement liée au rôle régulateur d'un Etat, à l'économie formelle, et que la pauvreté est un obstacle majeur, même si les NTIC s'affranchissent en partie des contraintes physiques, la réduction de la fracture relève très largement du mythe.

II - Comment les TIC s'inscrivent t'elles dans de tels systèmes socio-territoriaux ?

II - 1. Un phénomène urbain

La règle commune mondiale d'une hyper concentration des usages et des contenus dans des métropoles interconnectées est encore plus vraie en Afrique où la croissance urbaine est la plus forte du monde et où les espaces ruraux échappent encore très largement à la mise en réseaux par les infrastructures physiques de base que sont les routes, l'électricité et le téléphone. La fracture numérique est d'abord géographique Internet dessine une « géographie ultra sélective »¹⁴ aux échelles mondiales, nationales et régionales. Vouloir « brûler les étapes » et accomplir un « saut technologique » en utilisant des technologies déterritorialisées pour les lieux isolés ou peu accessibles est possible et a suscité beaucoup d'espoirs¹⁵ mais, en pratique, on est loin de l'utopie d'une véritable aubaine pour les zones rurales. En Afrique, les quelques années d'expérience d'utilisation des nouvelles technologies confirment l'hypothèse d'une forte corrélation avec leur localisation en milieu urbain ; les communautés urbaines disposant d'infrastructures de meilleure qualité et de la proximité de marchés plus formels et plus structurés profitent davantage des NTIC que les communautés rurales même si les projets se sont efforcés de réduire l'écart. Mais partout domine l'accès collectif à Internet et même au téléphone mobile.

II - 2. Un modèle africain d'appropriation

L'aspect collectif de l'utilisation des télécommunications les inscrit dans les relations sociales et dans la culture locale. En Afrique, l'appropriation des NTIC se fait à l'inverse du modèle dominant occidental : le mode d'accès aux outils de communication est essentiellement collectif étant donné le faible niveau de vie moyen des populations comparé au coût du matériel et de la communication elle-même.

II - 2 - 1. Des accès au public de divers types

¹⁴ Laurent Carroué, *Géographie de la mondialisation*, PUF, Paris 2002, p 111.

¹⁵ Parmi les chantres Africains des années quatre vingt dix, Nelson Mandela ou Alpha Oumar Konare, ex Président du Mali.

Le problème essentiel concernant les TIC en Afrique reste encore avant tout l'accès, l'accès en présence et en qualité plus que le niveau d'éducation ou le niveau de vie de la population.. Les Africains n'ont aucune réticence particulière à utiliser les outils nouveaux de communication à partir du moment où ils sont disponibles et où ils en voient l'utilité. Si on estime encore à environ 70% la population africaine qui n'a jamais passé un coup de téléphone, c'est parce qu'il n'y a pas ou très peu de téléphones en milieu rural. De même, si Internet ne se développe pas davantage c'est d'abord parce qu'il n'y a pas ou très peu de lignes et d'ordinateurs ailleurs que dans les grandes villes. L'écrit est un obstacle pour des personnes illettrées mais l'habitude d'utiliser les services d'intermédiaires comme les écrivains publics se perpétue dans les cybercentres où des jeunes sont employés pour faire l'interface entre l'outil et l'utilisateur.

L'accès collectif est donc une caractéristique de ce que l'on peut appeler un modèle africain de l'appropriation des technologies de la communication, auquel s'ajoute l'approvisionnement en outils d'occasion. Ils donnent lieu à une prolifération d'espaces de taille diverse : -petit tablier sur le trottoir où se loue un téléphone mobile, - kiosque pour un téléphone fixe, - multiples télécentres équipés de plusieurs postes téléphoniques, petites boutiques à services divers dont un ou deux ordinateurs connectés, - vastes centres *high tech*. Ils sont les nouveaux marqueurs du paysage urbain. De nouveaux territoires voués à la communication se créent et se développent sur un mode à la fois formel et informel et se différencient selon les lieux. Dans les centres villes des capitales, centres d'affaire de Dakar ou d'Abidjan ou de Libreville se trouvent les cybercentres *high tech* fréquentés surtout par les touristes, les étrangers, les hommes d'affaire, les étudiants. Dans les zones résidentielles périphériques de la classe moyenne se situent plutôt de petits établissements mixtes donnant accès à la fois au téléphone et à Internet. Plus on va vers les quartiers pauvres, plus les cybercentres privés se raréfient. Les accès communautaires gérés par des ONG les remplacent. Ainsi loin d'être déterritorialisé, l'usage des NTIC en Afrique crée de nouveaux modes d'occupation de l'espace, des territoires bien identifiés qui partout témoignent d'une adaptation aux pratiques sociales de populations pauvres et donc à une économie informelle qui domine largement. Mais l'ampleur de ces recompositions diffère selon les pays et selon les villes en fonction de leur importance démographique, de leur poids économique, de leur situation géopolitique et aussi des formes de déréglementation en cours dans le secteur.

Le télécentre, accès privilégié au téléphone fixe

L'usage du téléphone en Afrique s'est développé surtout au cours des dernières années en relation avec l'ouverture du secteur des télécommunications à la concurrence, mais les disparités sont encore très profondes entre les pays et au niveau interne. Le Sénégal a joué un rôle de pionnier avec la création de boutiques privées dès 1992. 75% de la population est aujourd'hui accessible grâce à un téléphone situé à moins de 5 km du domicile. 11.000 lignes publiques sont disponibles dont presque 50% en dehors de Dakar. Les télécentres sont répartis le long de tous les axes routiers. Le téléphone n'est plus une technologie nouvelle. En 1998, la petite ville de Vélingara, à la périphérie orientale de la Casamance, comptait 25 télécentres, pour la plupart le long de la rue principale. A travers la forme d'accès originale et populaire que constitue le télécentre¹⁶, il s'est développé ainsi une culture moderne de la communication tout en préservant

¹⁶ Pour éviter les confusions, on convient d'appeler ici télécentre, un établissement donnant accès au téléphone, télé-cybercentre un établissement mixte, donnant accès à la fois au téléphone et à Internet et cybercentre un espace dédié à Internet. Le terme de cybercafé est exclu car il est abusif, rares sont les boutiques qui sont en même temps des cafés.

la nature conviviale de la rencontre. Aucun autre pays d'Afrique de l'Ouest n'atteint un tel niveau d'équipement en dehors des grandes villes. Au Burkina Faso, le téléphone est très peu connu dans les villages mis à part quelques projets d'ONG, au Mali des efforts sont faits, mais partout la téléphonie rurale est le défi, la dernière frontière.

La téléphonie mobile s'empare de la rue

Dans certaines grandes villes africaines où les télécentres à lignes fixes ne sont pas répandus comme Yaoundé ou Abidjan, le télécentre public est de fait un mince étal rudimentaire installé sur le trottoir où on vous prête un téléphone mobile pour communiquer à un tarif inférieur à celui que vous paieriez avec votre propre appareil. Cette possibilité existe à Abidjan parce que deux sociétés privées de téléphonie mobile sur trois, Télécel et Orange, accordent des tarifs préférentiels à leurs gros clients qui les destinent à leurs employés dans l'exercice de leurs fonctions. Les appareils se retrouvent alors entre les mains d'un parent qui est chargé d'en faire un commerce privé en s'installant en des points différents de la ville selon les moments de la journée ; au centre au moment des heures de pointe du matin, dans les zones d'affluence, gares routières, stations de taxis, à l'heure de rentrée des bureaux. Il a été dénombré 377 points phones dans la seule commune du plateau en juin 2002. Ni autorisée ni interdite, cette pratique des points phones cellulaires crée une activité informelle qui s'ajoute à la pléiade de petits métiers déjà existants. La téléphonie mobile occupe donc l'espace public de façon anarchique ; les espaces de circulation ; rues, trottoirs, places, carrefours, les parcs et jardins, les marchés, les gares routières. En outre, la prolifération sur les mêmes lieux d'une pléthore de petits kiosques de vente des cartes pré payées¹⁷ encombre encore davantage l'espace de circulation¹⁸.

Un mode d'accès à Internet adapté à la faiblesse des revenus

Les accès publics privés prolifèrent, ils concernent surtout les capitales. Dans le centre ville de Dakar le Plateau, le nombre de cybercentres s'est considérablement accru depuis l'ouverture du premier en 1996 et les établissements *high tech* aux mains de grandes sociétés dominant. On compte 13 cybercentres sur le Plateau dont huit appartiennent à de grands groupes. Dans les autres quartiers les petits établissements ont proliféré mais après une période d'euphorie en 2000 et début 2001, beaucoup n'ont pas survécu. Depuis 2001 pourtant, les prix ont considérablement diminué en raison de l'élargissement de la bande passante et de la baisse des tarifs de la Sonatel (société nationale des télécommunications, privatisée au profit de France Telecom). Rares sont les établissements qui proposent l'heure à plus de 500FCFA et 350F est un prix courant. En conséquence, une valse de créations puis de disparitions d'accès publics s'est produite car la concurrence s'est exacerbée. En avril 2003, on constatait que, dans une grande avenue d'accès au centre, l'avenue Bourguiba, plusieurs télé-cybercentres avaient été remplacés par des boutiques tenues par des Chinois de Taïwan qui investissent ce quartier pour vendre toutes sortes d'objets à prix très bas. Par contre, on décèle désormais un envasement de ces lieux dans les quartiers les quartiers résidentiels de la classe moyenne, aménagés en SICAP dans les années soixante dix, le télé-cybercentre fait désormais partie du paysage urbain au même titre que la boutique et le kiosque à pain.

¹⁷ Ce type d'abonnement représentant entre 83 et 91% des clients des trois opérateurs de mobile ivoiriens

¹⁸ Voir Guy Gnamien, *Différentiation des accès et usages des NTIC dans la ville d'Abidjan : l'exemple de la téléphonie mobile*, mémoire de DEA en géographie, Bordeaux III, 2002, A. Chéneau-Loquay (dir). voir sur le site <http://www.africanti.org/résultats>.

Selon Sylvestre Ouedraogo, l'un des pionniers de l'implantation d'Internet au Burkina Faso, à Ouagadougou on ne peut pas faire 500 mètres sans trouver un télécentre et 1500 mètres sans trouver un petit cybercentre. Ce sont ici des micro-entreprises avec deux à trois postes connectés que l'on crée sans souvent disposer des compétences requises et avec du personnel formé sur le tas et très mal payé. Ils sont devenus une affaire du secteur "informel", et qui dit secteur informel dit réduction des coûts, créativité mais aussi fragilité. Les centres associatifs seulement dédiés à l'Internet ont des problèmes de survie parce que le secteur informel casse les prix et compense dans d'autres services, ventes de matériels, photocopie, photographie. On ne peut même plus parler de prix élevé de l'Internet dans les grandes villes parce qu'ils sont au-dessous des coûts de production (en moyenne 2 euros par heure au Burkina et même souvent moins d'un euro et demi). Un projet d'accès communautaire dans les grandes villes n'est plus digne d'intérêt car le secteur des petits accès comme les télécentres, la vente et la réparation des téléphones portables répondent à la forte demande d'accessibilité et de proximité de la population¹⁹.

II - 2 -2 . Un approvisionnement en outils d'occasion

Les produits informatiques d'occasion alimentent un nouveau marché créateur d'emplois et de ressources dont s'empare le secteur informel. Ce marché proliférant de l'occasion engorge les centres villes et crée de nouvelles formes d'appropriation de l'espace urbain.

Les grands commerçants Ouest-africains du Nigéria du Sénégal acteurs de ce commerce, sillonnent la planète entre les centres de l'économie mondiale et les grandes villes africaines. Le marché Sandaga à Dakar illustre l'efficacité de systèmes et d'agents considérés comme marginaux, informels ou illégaux par rapport au concept traditionnel de l'économie classique et qui génèreraient autour de 60% du PIB sénégalais. Le centre de Dakar est sous son l'emprise. Véritable plaque tournante régionale où se vendent toutes sortes de matériels électroniques, du poste radio au téléphone portable et jusqu'à l'ordinateur, importés de manière plus ou moins licite, Sandaga essaime aussi dans d'autres quartiers, près du port par exemple où une cinquantaine de boutiques se sont ouvertes à la fin de l'année 2000 toutes dédiées à la vente de téléphones mobiles de toutes marques et de leurs accessoires, et juste à côté des bureaux ultra modernes d'Alizé, l'opérateur de mobiles de la Sonatel. Les téléphones sont décodés et recodés par des informaticiens et les abonnements sont vendus au tarif le plus faible, celui réservé aux étudiants.

A Ouagadougou, actuellement, des centaines de jeunes ont trouvé un petit emploi (ventes de téléphones portables, réparation de téléphones portables, ventes des cartes de recharge téléphonique...). Il y a même des services de recharge électrique au centre-ville : quand un appareil est déchargé, on peut trouver un stand où il peut être rechargé.

A Alaba en périphérie de Lagos, dans un *no man's land* entre des autoroutes, une véritable ville nouvelle se crée à partir du commerce des outils électroniques, une ville reliée au monde entier sans aucune infrastructure et totalement informelle, incontrôlée et incontrôlable , peut être le paradigme de la ville du futur selon une étude faite par des urbanistes sur les villes extrêmes dans le monde²⁰.

¹⁹ Sylvestre Ouedraogo, Africanti-liste, message du 16 juillet 2002.

²⁰ Rem Koolhaas, « Lagos, Harvard project on the city », in *Mutations*, ACTAR, Arc en rêve Centre d'architecture, Bordeaux, 2000.

Le secteur des NTIC est donc actuellement fortement créateur d'emplois pour des centaines de jeunes (médiation dans les cybercentres, vente et réparation de téléphones portables, vente des cartes de recharge téléphonique et services de recharge électrique). Mais il est fragile car se pose le problème de la maintenance et du renouvellement du matériel et des logiciels, problème récurrent en Afrique, particulièrement aigu en ce domaine qui fait que la mortalité des ces établissements est très élevée.

III- Quelle utilité : extraversion ou recentrage ?

III - 1. La vraie révolution concerne le téléphone mobile

Présent désormais dans toutes les couches de la société, le téléphone mobile a connu une explosion des abonnements en Afrique alors que personne ne l'attendait. Dans une trentaine de pays aujourd'hui il y a plus de lignes cellulaires que fixes. Cet outil est particulièrement bien adapté à des sociétés de l'oralité, très mobiles. Le réseau cellulaire à la fois épouse la structure des anciens réseaux installés, mais aussi, étant donné sa configuration spécifique « cristalline », permet des accès dans des zones périphériques aux lieux centraux dépourvus de toute autre infrastructure moderne. Cette relative « égalitarisation » de l'espace de la communication à distance, permet paradoxalement une création d'usages à moindre coût dans les zones urbaines ou péri urbaines pauvres sous équipées en télécentres ou même qui en sont dépourvus, en milieu rural. Dans les zones centrales des villes, espaces des administrations et du commerce, les usagers sont globalement les mêmes que ceux que l'on observe ailleurs dans le monde dans la première phase d'installation du mobile, hommes et femmes d'affaires, jeunes « branchés ». Mais, si l'usage du téléphone mobile se développe très rapidement, c'est parce qu'il n'est plus l'apanage des seuls nantis. Les petits artisans et commerçants du secteur de "l'économie populaire" l'ont adopté parce qu'ils ont compris l'intérêt du système des cartes à prépaiement.

Ces cartes sont chères pour la durée d'appel permis mais, une fois le forfait épuisé, elles permettent encore d'être appelé pendant plusieurs mois ce qui, pour quelqu'un qui doit se déplacer sur des chantiers, par exemple, est un avantage. Sur une association de 22 menuisiers de l'un des quartiers les plus pauvres de Dakar, à Thiaroye, en décembre 1999, 13 possédaient un téléphone mobile dont 12 avaient adopté la carte. Ce système sans abonnement connaît un grand succès en Afrique où 70% des utilisateurs le choisissent. Le prépaiement est avantageux à la fois pour l'opérateur qui récupère son argent d'avance, mais aussi pour les utilisateurs qui souhaitent, - limiter leurs dépenses, - ont envie de garder l'anonymat, - ne répondraient pas aux conditions requises pour bénéficier d'un service à post-paiement et, surtout, en raison de la durée de validité d'une carte. Son intérêt vient du fait que le téléphone est peu utilisé pour appeler mais beaucoup plus pour recevoir des appels ; les menuisiers rencontrés expliquaient qu'ils pouvaient ainsi être contactés par des clients qui, pour la plupart, appellent du bureau dans la journée mais que eux, par contre, les rappellent ensuite en utilisant le télécentre voisin. Autre exemple caractéristique de ces usages populaires, c'est le même système qui permet à une femme qui confectionne des repas au coin de la rue à Yoff, de savoir combien de plats elle devra faire livrer aux employés d'une ONG.

Le téléphone mobile peut, de part son ubiquité, avoir un impact tout à fait inattendu sur l'économie. Il permet, par exemple, une rationalisation de la filière de la pêche, secteur majeur

de la production nationale sénégalaise. Les bancs de poisson se déplacent le long des côtes et il est difficile de savoir à l'avance qu'elle sera l'ampleur et la répartition des prises. Désormais, grâce au téléphone mobile, les premiers pêcheurs arrivant sur une plage au nord et au sud de Dakar, zones couvertes par Alizé, peuvent appeler les mareyeurs pour les informer de la qualité et de la quantité du poisson qui va être débarqué, ce qui permet ainsi d'envoyer le nombre de camions et la quantité de glace au bon endroit et d'éviter par conséquent les pertes.

80 % des réparateurs d'automobiles que nous avons enquêtés à Dakar en 2001, communiquent avec leurs sous-traitants (électriciens, peintres, vendeurs de pièces, etc...) par le moyen du téléphone mobile et son existence a changé aussi les relations avec les clients. Les téléphones fixes sont moins utilisés que les portables dans les communications entre réparateurs et sous-traitants (6,67 %). Cet usage est devenu aussi un facteur important de l'organisation du travail dans les ateliers de réparateurs : *« Parfois, un des employés « s'égare » ; je ne sais pas où il est alors que j'ai besoin de lui pour régler un petit besoin concernant le travail. Alors le portable demeure dans une telle situation t, un outil qui me permet de le localiser et de lui ordonner de venir me voir le plus rapidement possible. Cet employé peut même être dans l'atelier qui est très vaste. Il peut même être dans un coin en train de dormir »*. C'est ce que rapporte un réparateur du nom de F. C. C'est aussi un atout que de pouvoir être joint par l'intermédiaire du téléphone mobile par un client. C'est le cas de M. S. qui affirme : *"Il y a une réelle amélioration par rapport aux difficultés que nous éprouvions auparavant. Par exemple, lorsqu'on part à Rufisque pour dépanner une automobile et qu'un client qui se trouve à Mermoz appelle pour demander une intervention : au lieu de revenir dans l'atelier pour ensuite me rendre à Mermoz, je peux directement y aller ou appeler un employé sur son portable et l'envoyer là-bas !" De tels cas montrent que, en cette phase du développement de la téléphonie mobile au Sénégal, son usage ne se fait pas au détriment de la téléphonie fixe. Il existe au contraire une complémentarité entre les différentes formes d'accès au téléphone, au bureau ou chez soi, dans le télécentre, ou n'importe où dans les zones couvertes par les antennes du cellulaire.*

III - 2. Internet et recomposition des territoires ?

Du point de vue des usages, on peut penser que, en fonction du mouvement de mondialisation, la logique d'extraversion qui marque le continent africain depuis la colonisation s'amplifie, Internet offrant avant tout de nouvelles possibilités de se relier à l'extérieur et de recevoir des messages « occidentaux ». Mais ce point de vue est très partiel car en même temps, des formes d'expressions locales de la mondialisation se mettent en place qui induisent un renforcement de communautés existantes mais aussi en créent de nouvelles dont le fonctionnement ne se circonscrit pas aux frontières nationales. L'usage d'Internet crée de nouveaux espaces virtuels nord-sud et sud-sud Les territoires de ces réseaux font se dilater ou même exploser les frontières de l'Etat induisant des recompositions des territoires et de nouvelles formes de pouvoirs .

III - 2- 1. Importance de la médiation

Les formes d'utilisation sont multiples et les publics se sont diversifiés : pour l'usage du courrier dans des relations amicales et familiales qui reste dominant, les recherches, études, bourses, inscriptions, documentation, la téléphonie, le chat, les commandes, etc., les étudiants ne sont plus

les seuls comme au début à fréquenter les cybercentres. Etudiants, chercheurs, médecins, commerçants, enseignants, y vont pour communiquer et s'informer.

Nos enquêtes à Dakar²¹ montrent que les cybercentres proposent des services de formation à l'outil Internet. Or, dans l'immense majorité des cas, les personnes rencontrées ont appris par elles-mêmes ou grâce à des amis. Très peu ont suivi une formation, ce qui pose la question de son accessibilité et de la forme qu'elle prend. En effet, elle représente d'abord un coût important, prohibitif pour beaucoup ; elle est apparue très peu ou mal annoncée et en ce sens peu accessible. Une proportion remarquable, parmi les personnes rencontrées, a émis ces deux reproches explicitement ou implicitement. Ce qui semble ressortir alors, est une demande venue des utilisateurs d'une formation plus formelle, plus généralisée, plus accessible, quelque chose de disponible, structuré et continu (par exemple, quand un problème survient au cybercentre, se faire expliquer la manipulation effectuée par le responsable présent pour être capable de la refaire).

On y rencontre pourtant des analphabètes car il suffit d'une pédagogie appropriée qui implique une certaine simplification de l'usage d'Internet (et des termes propres à son utilisation), avec un travail de démystification et fondé sur la pratique (mettre tout de suite la souris dans les mains de l'utilisateur et ne jamais la lui reprendre) pour que les analphabètes finissent par maîtriser l'outil. De plus, lors des enquêtes, les utilisateurs autodidactes ayant rencontré des difficultés étaient tout aussi bien des personnes non qualifiées, sans diplômes, que des personnes diplômées de l'enseignement supérieur. Mais la majeure partie des personnes rencontrées ont dit ne pas avoir ou peu rencontré de difficultés.. On peut ainsi utiliser Internet grâce à de nouvelles formes de médiation, celle des nouveaux écrivains publics que sont les médiateurs Internet, qui en créant l'interface entre l'outil et l'usager permettent au paysan ou au commerçant illettrés de communiquer.

III – 2- 2 Le renforcement des réseaux familiaux

Toutes les enquêtes faites sur les usages d'Internet les nôtres à Dakar, celles de Sylvestre Ouedraogo à Ouagadougou montrent une prédominance de l'usage du courrier électronique utilisé pour mieux joindre parents et amis à l'extérieur.

La première fonction du réseau est de resserrer les liens avec les immigrés qui peuvent être joints plus fréquemment et que l'on peut soutenir moralement mais aussi soumettre à des demandes plus pressantes. Toutes les personnes interrogées considèrent Internet comme le moyen de communication international le moins onéreux. Un autre atout est l'échange en temps réel alors qu'il faut compter au minimum une semaine de délai pour les envois internationaux, Ces échanges sont plus nombreux ou se font avec plus de personnes.

Cette fonction de soutien va dans les deux sens : elle se double d'un soutien venu des immigrés envers leurs familles. C'est un soutien majoritairement financier : Internet, en rendant les communications plus fréquentes, plus rapides, moins onéreuses, rend la demande d'aide financière plus aisée. L'apport des migrants est essentiel, il représente beaucoup plus que l'aide internationale pour le développement de pays comme le Mali ou le Sénégal.

²¹ Anais Lafite, *Les cybercafés du centre de Dakar*, mémoire de stage IEP Bordeaux deuxième année, septembre 2001, Annie Chéneau-Loquay (dir). (voir http://www.africanti.org/resultats/documents/memoires/lafite_stage.PDF)

II - 2 - 3. Le renforcement de réseaux de commerce

La fonction de développement peut aussi se retrouver dans l'utilisation professionnelle d'Internet, fondée sur un usage conjugué de la navigation et de la messagerie, qui sert le plus souvent à obtenir des renseignements matériels (heures, dates, fréquences et lieux de livraison de produits), à trouver des contacts extérieurs qui se pérennisent et puissent devenir des partenariats, à se tenir au courant en temps réel des nouveautés et innovations (dans les secteurs des nouvelles technologies de l'information et de la communication et dans celui de la pharmacie et médecine par exemple).

L'envoi de documents comme des patrons pour fabriquer des modèles de vêtements commence à se pratiquer pour éviter des déplacements trop longs et trop fréquents. On a vu le cas de deux commerçants opérant sur le grand marché de Sandaga à Dakar. Les importateurs du Sénégal qui travaillent avec Taiwan et Hong Kong sont pour la plupart analphabètes ; ils doivent partir deux mois en Asie pour faire réaliser les modèles des objets à fabriquer pour leur clientèle. Désormais ces commerçants sont de plus en plus nombreux à faire appel à de petites sociétés de service qui vont utiliser le scanner et envoyer images et bons de commandes par Internet en pièces jointes. Les coûts des transactions sont ainsi considérablement réduits et même si les banques en Afrique ne délivrent pas de cartes de paiement, on se regroupe sous le nom d'un collègue de confiance, pour en obtenir une d'une banque étrangère. Les membres des puissantes associations de femmes entrepreneurs de l'Afrique de l'Ouest se branchent à la toile mondiale et présentent des produits pour la diaspora. Il y a là une nouvelle forme de commerce « ethnique » qui s'affirme. Internet n'offre pas seulement la possibilité aux entreprises et communautés africaines de vendre quelques produits agricoles ou artisanaux sur des marchés plus larges mais il rend accessible des informations sur les marchés permettant de prendre conscience des nouvelles opportunités commerciales et de se lancer dans de nouvelles productions ou plus simplement de se positionner différemment pour la commercialisation de la production actuelle. Internet peut permettre de mieux cibler les marchés internationaux voire jusqu'à réaliser une production sur-mesure à plus haute valeur ajoutée destinée à la clientèle étrangère. Par exemple, un artisan peut cibler une clientèle de luxe étrangère pour ses produits.

C'est le cas de la styliste Oumou Sy créatrice du Metissacana (le premier cybercafé d'Afrique) et qui présente depuis 1996 ses modèles sur son site et affirme réaliser la majeure part de son chiffre d'affaires grâce au net.

Les acteurs de l'échange commercial sont aptes à utiliser à la fois les moyens modernes et archaïques de l'économie et du politique pour arriver à leurs fins.

Le cas du réseau Mouride est bien connu. La toile est devenue un nouveau territoire à conquérir. Les nombreux sites pour la plupart ne sont pas conçus au Sénégal mais en Italie ou à New York. Les sites et forum jouent un rôle important de mobilisation pour élargir le champ d'action de la confrérie²².

III- 3. Pour les commerçants communiquer par tous les moyens

²² Cheikh Gueye, "Enjeux et rôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les mutations urbaines : le cas de Touba (Sénégal)" Moumar-Coumba Diop (dir), *Le Sénégal à l'heure de l'information. Technologie et société*, Karthala - UNRISD, Paris 2002, 392 pages.

N'y a-t-il pas un paradoxe entre le dynamisme des réseaux sociaux et la carence des infrastructures de télécommunications ? L'étude des systèmes de communication dans les réseaux des grands commerçants, en Guinée, au Mali, entre France et Sénégal montre qu'ils savent utiliser toute une combinaison de moyens disponibles selon les circonstances, qui vont de la parole donnée à Internet et aussi que les moyens diffèrent selon la place des individus dans le système d'échange.

En Guinée par exemple, des chaînes inter-régionales de transactions politiques et économiques en sommeil sous Sékou Touré, se sont revivifiées à la faveur de la libéralisation et assurent l'articulation du pays avec l'extérieur. Les circuits d'échange traditionnels avec le Sénégal, la Gambie, le Mali, la Côte d'Ivoire sont plus actifs que jamais et opèrent une intégration par le bas qui échappe aux limites géographiques et institutionnelles de la nation. C'est particulièrement vrai pour les réseaux de grands commerçants Peuls qui avaient émigré sous Sékou Touré et dont les relations s'étendent aux pays voisins et même, pour certains, jusqu'en Europe ou en Asie où ils vont s'approvisionner. A partir de leur bastion à Labbé, dans le Fouta Djallon, ou de leur siège à Conakry, ils assurent la distribution des produits de consommation courante venus d'Asie par les ports et des produits vivriers sous-régionaux acheminés par la route (huile de palme, café, riz, fruits), en les confiant à travers leurs liaisons familiales à des intermédiaires qui, eux-mêmes, les répartissent jusqu'aux petits "bana bana" qui sillonnent les rues de Conakry à pied et les villages en bicyclette avec quelques menus objets à vendre. Ils s'assurent, par leurs relations politiques, la sécurité de leurs transports et transactions ; ils utilisent à la fois les moyens traditionnels de relations de service entre clients et alliés (relations matrimoniales, services rendus, parole donnée) et les outils modernes comme le téléphone, le fax et le courrier électronique quand il existe. Pour le puissant président de la Chambre de commerce de Labbe, le téléphone est d'un usage ancien, le fax fort utilisé pour transmettre des commandes, il a acheté un téléphone portable dès que la nouvelle société privatisée de télécommunications l'a installé et il se sert du courrier électronique depuis qu'il est disponible. Son fils diplômé d'une école de commerce aux Etats Unis s'est initié aux affaires familiales et oriente de plus en plus les transactions sur l'Asie, Malaisie et Thaïlande depuis son bureau de Conakry où il dispose de tous les moyens modernes de communication.

III-3-1. A Kayes au Mali, le paradoxe de réseaux de communication mondialisés dans un espace enclavé

Kayes, troisième ville du Mali par sa population, se trouve dans une situation qui, à première vue, peut paraître paradoxale : capitale d'une région frontalière périphérique, principale zone de départ des migrants maliens, (plus de 30% des communication internationales du Mali proviennent de la région de Kayes), elle se caractérise par l'importance des activités commerciales à toutes les échelles, du local à l'international, alors qu'elle est dépourvue de voies de communications physiques correctes, (voies de transport et réseaux téléphoniques). Pourtant, la circulation des informations est à la base de l'activité d'échanges. L'étude des systèmes de communication des grands commerçants de Kayes, acteurs principaux des échanges²³ montre que, face aux difficultés multiples qui entravent leurs activités, ils utilisent au mieux les faibles moyens de communication disponibles et font preuve en permanence d'inventivité pour en créer de nouveaux afin de rester en contact avec leurs correspondants où qu'ils se situent.

²³ Caroline Dulau, *Systèmes de communications dans la région de Kayes*, mémoire de maîtrise en géographie, Bordeaux III, 2002, A. Chéneau-Loquay (dir). voir sur le site <http://www.africanti.org/résultats>.

Ils ont développé des stratégies qui leur permettent une bonne maîtrise de l'espace et du territoire sur lesquels ils circulent, font venir des marchandises et s'informent quotidiennement. Ils ont, par leurs pratiques de communication, façonné un réseau de relations, à l'échelle planétaire. Pour les relations internationales, sous régionales et locales les commerçants utilisent les deux principaux médias de communication que sont le téléphone et le fax même si les liaisons sont de très mauvaise qualité. Ils sont quotidiennement en contact avec leur transitaire, les fournisseurs, les convoyeurs de marchandises, les migrants et leurs contacts qui résident à Paris, Dubaï ou encore Hon Kong. Ces derniers sont des maliens, amis ou connaissance de longue date du commerçant avec qui ils entretiennent une véritable relation de confiance, puisque cette personne représente leurs intérêts à l'étranger.

A l'échelle sous régionale les moyens de communication sont plus diversifiés, les commerçants ont souvent développé des stratégies de communication basées également sur des relations d'amitié et de confiance : le transport de messages personnels écrits ou oraux le long de routes par les transporteurs, le long des rails par le train. Ils ne sortent pas de l'axe des principales voies de communication qui relie Dakar, Kayes et Bamako. A l'échelle locale, les commerçants utilisent toute la panoplie de moyens de communication mis à leur disposition qui dépend à la fois du service public (poste et téléphone), de services privés (radios) ainsi que des outils plus informels tel que le transport de messages privés, des systèmes de distribution de courrier et de surveillance interne à une société et les plantons. Cet exemple montre que l'isolement géographique n'est pas incompatible avec l'internationalisation des échanges et que les nouvelles technologies de la communication ne vont faire qu'accompagner et amplifier un processus de mondialisation depuis longtemps en cours bien qu'il apparaisse à peine au travers des statistiques officielles du commerce mondial.

III – 3- 2. Dans les réseaux sénégalais en France

Le « moodu-moodu » est devenu l'archétype du commerçant entrepreneur . Selon les travaux de Moda Gueye ²⁴« *Le « modou-modou » à l'origine, désignait tout particulièrement de jeunes paysans de faible niveau scolaire, originaires de la région du Baol, chassés de leurs villages par la crise de l'agriculture et partis se reconvertir dans les activités de commerce dans les centres urbains. Le moodu-moodu , parti de rien, fait tour à tour l'intermédiaire dans la recherche de nouveaux clients pour les grossistes, vendeur à l'air libre sur une table ou vendeur à la criée avant d'atteindre le rang de commerçant important puis de grossiste capable de mettre en relation, de connecter de manière relativement efficace la ville de Dakar, Touba, les villes secondaires, les milieux urbains comme les milieux ruraux sénégalais aux places fortes de l'économie mondiale. ... Le phénomène s'est à l'heure actuelle répandu à toutes les composantes de la société sénégalaise, des étudiants aux fonctionnaires en passant par les femmes, les artistes, les intellectuels, les chômeurs, les « maîtrisards ». A côté des moodu-moodu , il y a les « fatou-fatou » ou « modouses », ces jeunes femmes sénégalaises, très touchées par le chômage et le sous-emploi et qui ont décidé de tenter l'aventure de l'émigration et de suivre l'exemple de leurs maris et frères. Elles s'insèrent généralement dans le commerce des bijoux, des tissus, des produits cosmétiques, dans la restauration, la coiffure, les travaux ménagers, etc ».*

²⁴ Réseaux et systèmes de communication des commerçants sénégalais en France, mémoire de DEA en géographie, A. Cheneau-Loquay (dir), voir sur le site <http://www.africanti.org/résultats>.

Pour satisfaire leurs besoins accrus de communication, les commerçants sénégalais jeunes ou plus âgés, instruits ou pas, utilisent à la fois des modes de communication traditionnels et des outils modernes. Pour la plupart d'entre eux, le meilleur moyen d'établir une relation et de communiquer avec les autres est encore le contact direct par le bouche à oreille et pour cela le lieu privilégié est la boutique du grossiste, tête de pont du réseau où l'on se réunit pour échanger et commenter les nouvelles du pays. Cependant, le téléphone portable est en train de devenir pour les commerçants un des moyens privilégiés pour établir une communication, obtenir un renseignement, etc..Ils le considèrent comme l'outil idéal pour gérer au mieux leur mobilité et éviter certains déplacements inutiles et épuisants. Néanmoins, avec la libéralisation du secteur des télécommunications et la multiplication des opérateurs téléphoniques, le coût de la communication vers le Sénégal a considérablement diminué d'autant que les commerçants utilisent les cartes téléphoniques à code qui grâce à des systèmes de call back (appel en retour) permettent une réduction conséquente du prix de la communication (de l'ordre de 15 euros pour 20 heures). Vendues dans les boutiques tenues par d'autres migrants (généralement Maghrébins, Pakistanais, Zaïrois), ces cartes permettent aux migrants sénégalais d'entretenir de façon quasi-quotidienne des relations avec le pays d'origine, et ainsi de maintenir et de renforcer les liens avec les membres de la famille. Le téléphone et aussi la radio satellitaire Worldspace qui permet de recevoir les émissions des radios locales, deviennent des moyens permettant le renforcement identitaire et le raffermissement des liens communautaires. Mais pour les migrants intellectuels, c'est aussi Internet qui remplit peu à peu cette fonction. De nouveaux espaces du politique sont en train de se développer sur certains sites sénégalais (seneweb, Sunugal) . Internet permet à cette catégorie de migrants d'être au diapason de la vie économique, politique et sociale du pays d'origine. Internet a créé un besoin, les informations trouvées sur le réseau étendent les relations des intellectuels qui peuvent redistribuer parfois certaines de ces informations à leurs familles et à leurs amis restés dans le pays d'origine. Ainsi donc, la fonction que le téléphone et la radio satellitaire remplissent pour les migrants moodu-moodu, Internet commence à le remplir pour les migrants intellectuels. Chaque catégorie de migrants sénégalais utilise les technologies de communication et d'information à sa portée et les fait circuler.

Ces besoins de communication à bas prix des immigrés induisent la création de nouveaux types et lieux de commerces au Nord, dans les quartiers où ils se regroupent comme à Château Rouge dans le dix huitième arrondissement à Paris. Des téléboutiques, cybercentres, des magasins de ventes de téléphones, de cartes ont proliféré depuis deux ans sur le modèle leurs homologues dakarois ou camerounais, les imitant dans leur décoration mais sans les problèmes techniques de connexion ou de qualité des équipements.

III- 4.- Une implication croissante de la diaspora

C'est une conséquence fondamentale de l'usage des NTIC qu'il nous faut désormais approfondir dans le programme de recherche. Notons simplement ici quelques faits significatifs. Par différents moyens les immigrés quels qu'ils soient peuvent grâce aux NTIC garder un contact plus suivi et mieux s'informer sur les événements de leur pays²⁵. Par la lecture de la presse en ligne, un grand nombre de journaux nationaux sont accessibles et le courrier des lecteurs reflète

²⁵ Serigne Mansour Tall, "Les émigrés sénégalais face aux enjeux des nouvelles technologies de l'information et de la communication", Moumar-Coumba Diop (dir), *Le Sénégal à l'heure de l'information. Technologie et société*, Karthala - UNRISD, Paris 2002, 392 pages

la vigilance des ressortissants. Les media des diaspora se multiplient. La participation à des forums permet à l'opposition politique de s'exprimer même si elle est brimée à l'intérieur du pays comme au Togo. La recherche d'une implication directe dans des projets et la création de nouvelles associations pour promouvoir des actions de développement est facilitée par le réseau.

Conclusion

Il est extrêmement difficile de mesurer l'impact social des outils d'information. La mondialisation dont les NTIC sont les vecteurs, a fourni aux acteurs économiques et politiques un large éventail d'opportunités nouvelles qui leur permettent d'agir en dehors des lois et des systèmes de régulations et aussi d'engendrer de nouvelles relations entre eux. Il reste cependant, quelles que soient les lacunes du système, que c'est dans les pays où l'Etat fonctionne "le mieux" que les NTIC progressent le plus et où l'on parvient à un réel maillage du territoire par les réseaux de communication.

L'obstacle de l'analphabétisme est-il pour autant surmonté ? Internet est un media de l'écrit et la vraie révolution des NTIC en Afrique ne concerne pas Internet mais le téléphone mobile présent désormais dans toutes les couches de la société.

Dans la vie économique, Internet présente des affinités avec les réseaux sociaux ceux en particulier sur lesquels sont basés les grands courants commerciaux africains.

Nos études ont montré que l'usage d'Internet (courriel d'abord) et du téléphone mobile a des effets à la fois d'extraversion et de recentrage. L'acculturation peut se renforcer pour des jeunes internautes africains qui recherchent sur la toile des moyens d'évasion (musique, correspondants, inscription dans des universités occidentales, opportunités d'affaires). Mais, et c'est un des effets les plus marquants, ces nouveaux outils (échanges de courriels, premier usage du web, la fréquence des communications téléphoniques) facilitent la communication avec les migrants des diasporas qui jouent un rôle croissant par rapport à leur pays d'origine au niveau économique et social (pression financière, transferts d'argent, contrôle de et par la famille, implication dans des projets) mais aussi au niveau politique grâce aux nouveaux moyens d'information disponibles, lecture des journaux en ligne et écoute des radios nationales transmises par satellite ou sur le web. On assiste en conséquence à la naissance de communautés virtuelles de professionnels, d'originaires de telle ou telle région, de promotionnaires, de membres de confréries religieuses, (les Mourides), de partis politiques, d'associations diverses qui se sentent concernées par les événements nationaux voire s'y impliquent de plus en plus. Le territoire national se dilate. Il se dessine ainsi des recompositions socio-spatiales en réseau qui transcendent les frontières et peuvent mettre en question, voire contourner et contester les pouvoirs locaux. Du point de vue des pays « d'accueil », ces facilités de communications et d'information, avec et pour le pays d'origine, resserrent les liens communautaires et, pour certains groupes, le territoire d'accueil apparaît comme un simple support de leurs activités mais pas comme une société dans laquelle il s'agirait de s'intégrer.

Dans cette hypothèse les NTIC loin de favoriser l'universalisme seraient, au contraire, vecteurs d'un nouveau communautarisme.

Annie Chéneau-Loquay

Directrice de recherche au CNRS

Article paru dans l'Annuaire Français de Relations Internationales 2004, Volume V. Paris, éditions La Documentation française et Bruylant. P 345-375.

Responsable du programme AFRICA'NTI
l'Observatoire de l'insertion et des usages des technologies de la communication en Afrique
et du groupement de recherche international du CNRS, (GDRI) Netsuds
CEAN-IEP
Centre d'études d'Afrique noire de l'Institut d'Etudes politiques de Bordeaux
Maison des Suds
1^é Esplanade des Antilles
33607 Pessac
France